

[Text]

that. They ought to look both ways. They ought to look every way. They ought to be providing the information widely in every direction. This is the way, if these are confidence-building measures, that you use them to build confidence.

The present North Warning System, which is our principal contribution to NORAD, simply does not function in that way, and it can be seen instead, and is seen instead, elsewhere as a projection of U.S. military power rather than as a stabilizing contribution to the world. This seems important to us. It does not imply that we should immediately cut down the radar antennae, but it does mean that we should be, as rapidly as possible, converting it to this kind of confidence-building system that it could be.

• 1225

Of course, in the long run one has to admit it is not clear whether a land-based radar system in northern Canada will be the important contribution we might make to world surveillance and security. That has to be examined. But in the meanwhile, with the present system as it evolves and with whatever new contribution along the surveillance lines we make, we urge that these should be under Canadian direction alone—on Canadian soil. Alternately, they should be very broadly based.

We favor United Nations operation of such a surveillance system, as an alternative to a purely Canadian operation, but very broadly based. Conceivably of course there could be something like a CSCE for the Arctic nations. But it must be seen as broadly based. In any case, data must be available to all those who wish it.

Of course, we also must not upset the magistrates while we make that evolution, and therefore we must be willing to accept observers to make sure the techniques do not fall short of their present expectations and so on. We have to consider satellites and so on as alternatives. But in the short run, these should be brought under our own control or a broadly based international control, and should not be seen as part of a threatening system.

All these steps taken together make us think that now is the time to bring the NORAD Agreement to an end as rapidly as possible, not by weakening our security or the United States security, because we will keep on with the surveillance techniques as long as they are pertinent, but by moving to confidence-building measures that cannot be misinterpreted as dangerous to the world.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Valteau.

Mr. Erasmus, you might wish to pick up or comment on things you have heard from your fellow panelists. We will do the same with each of you and then we will propose some questions from members of the committee.

[Translation]

ils ne doivent être utilisés qu'à cette seule fonction. Ils doivent servir à surveiller la situation de tous les côtés. Ils doivent servir à diffuser des informations le plus largement possible. S'il s'agit vraiment de mesures de confiance, qu'on les utilise pour asseoir la confiance.

À l'heure actuelle, notre système d'alerte du Nord, qui est notre principale contribution au NORAD, ne fonctionne absolument pas comme cela et peut en fait être considéré comme une projection de la puissance militaire américaine plutôt que comme un facteur de stabilisation internationale. Cela nous semble important. Cela ne signifie pas que nous devrions immédiatement descendre les antennes radar mais plutôt que nous devrions le plus rapidement possible les transformer pour en faire le système de renforcement de la confiance que l'on peut envisager.

Certes, à long terme, il faut bien reconnaître qu'il n'est pas évident que l'établissement d'un système de radar terrestre dans le Nord canadien sera vraiment une contribution importante de notre part à la surveillance et à la sécurité internationales. C'est une question qu'il faudra examiner. Entre temps, pour ce qui est de l'évolution du système actuel et de la nouvelle contribution que nous pourrions faire en matière de surveillance, nous réclamons que les systèmes concernés soient placés sous direction canadienne seulement quand ils sont sur sol canadien. Sinon, ils doivent être répartis de la manière la plus large possible.

Nous croyons qu'un tel système de surveillance pourrait être exploité par les Nations unies, si on ne veut pas en faire un système purement canadien, mais à condition qu'il soit très largement réparti. Évidemment, on pourrait concevoir à ce sujet quelque chose comme une CSCE pour les nations de l'Arctique. Quoi qu'il en soit, notre objectif doit toujours être de l'internationaliser le plus possible, en mettant les données à la disposition de quiconque pourrait les demander.

Évidemment, nous devons veiller à ne pas troubler les autorités durant cette évolution, et c'est pourquoi nous devrions accepter des observateurs, de façon à garantir que les techniques adoptées seront appropriées aux objectifs. Nous devons envisager d'avoir recours aux satellites, par exemple. À court terme, ces dispositifs devraient être ramenés sous notre propre contrôle ou sous un contrôle international largement réparti, en veillant bien à ce que personne ne puisse y voir une source de menace.

Toutes ces étapes prises ensemble nous font penser que l'heure est maintenant de mettre le plus rapidement possible un terme à l'accord du NORAD, non pas en affaiblissant notre sécurité ou celle des États-Unis, car nous maintiendrons les activités de surveillance aussi longtemps qu'elles seront pertinentes, mais en adoptant des mesures de confiance dans lesquelles la collectivité internationale ne pourra voir aucun danger.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Valteau.

Monsieur Erasmus, souhaitez-vous revenir sur les déclarations des deux autres témoins? Nous offrirons la même possibilité aux autres témoins, après quoi les membres du comité pourront poser des questions.